

SYSTEME D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION ADMINISTRATIVE

SICAD

GUIDE DU CITOYEN

Case réservée au Bureau Central des Relations avec le Citoyen

Référence : Arrêté du Ministre du Transport durelatif aux prestations administratives rendues par les services relevant du Ministère du Transport, des établissements et entreprises publics placés sous sa tutelle et aux conditions de leur octroi.

Organisme : Office de l'Aviation Civile et des Aéroports (OACA).

Domaine de la prestation : Aviation Civile.

Objet de la prestation : Délivrance d'un Certificat de Radiation d'Aéronef.

Conditions d'obtention

- Immatriculation dans un autre pays ;
- Aéronef hors usage ou aucune nouvelle depuis 6 mois ;
- Conditions d'immatriculation ne sont plus remplies ;
- Paiement des redevances aéronautiques.

Pièces à fournir

- Une demande sur papier libre ;
- Le certificat d'immatriculation de l'aéronef ;
- Une copie du reçu de paiement des redevances aéronautiques.

Etapes de la prestation	Intervenants	Délais
-Dépôt du dossier ; -Délivrance du certificat de radiation d'aéronef.	- Le propriétaire ; - Division de la Navigabilité.	24 heures

Lieu de dépôt du dossier

Service : Division de la Navigabilité à la Direction de la Navigabilité

Adresse : Office de l'Aviation Civile et des Aéroports – Aéroport de Tunis-Carthage

Lieu d'obtention de la prestation

Service : Division de la Navigabilité à la Direction de la Navigabilité

Adresse : Office de l'Aviation Civile et des Aéroports – Aéroport de Tunis-Carthage

Délai d'obtention de la prestation

24 heures après dépôt du certificat d'immatriculation de l'aéronef à radier.

Références législatives et/ou réglementaires

- Loi n°98-110 du 28 décembre 1998 relative à l'Office de l'Aviation Civile et des Aéroports, telle que modifiée et complétée par la loi n° 2004 – 41 du 3 mai 2004;
- Code de l'aéronautique Civile promulgué en vertu de la loi n° 99-58 en date du 29 juin 1999, tel que modifié et complété par la loi n° 2004 – 57 du 12 juillet 2004 ;
- Décret N° 59-201 du 4 Juillet 1959 réglementant la navigation aérienne tel que modifié par le décret n° 94-15 du 3 janvier 1994 ;
- Décret N°2001-2806 du 6 Décembre 2001 fixant la liste des documents qui doivent être à bord des aéronefs civils ;
- Décret N°2002-515 du 27 Février 2002 fixant les montants et les modalités de perception des redevances prévues par l'article 143 du code l'aéronautique civile ;
- Arrêté du secrétaire d'Etat à l'Industrie et aux Transports du 16 Novembre 1959 relatif à l'immatriculation des aéronefs civils.